



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°157 8 MAI 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

CAMEROUN : LA
FRANCE SIGNE
TROIS
CONVENTIONS DE
FINANCEMENT DE
PROJETS D'ACTIONS
HUMANITAIRES
DANS L'EXTREME-
NORD ET L'EST
CAMEROUN

TOGO : L'HOPITAL
AMERICAIN DE PARIS
SELECTIONNE POUR LA
GESTION D'UN FUTUR
HOPITAL DE REFERENCE

TANZANIE :
RENATIONALISATION
DE 15
ENTREPRISES

MADAGASCAR :
HAUSSE DE 19 %
DU SALAIRE
MINIMUM

CAP-VERT : CHUTE
DE 30,9% DES
EXPORTATIONS AU
1ER TRIMESTRE
2019

BENIN : HAUSSE
CONTINUE DE LA
PRODUCTION
COTONNIERE

SOUDAN :
AUGMENTATION
DES PENURIES SUR
FOND DE
CONTESTATION
POLAIRE

SENEGAL :
CROISSANCE DU PIB
SUR LE 4EME
TRIMESTRE 2018

MAURITANIE :
OPERATION DE «
REBASAGE » DES
COMPTES
NATIONAUX



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Adhésions à la Banque asiatique d'investissement

Trois nouveaux pays africains, la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Tunisie ont adhéré à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), une institution financière multilatérale créée en 2015. Le secrétaire général de la banque a témoigné de l'importance qu'attachent les pays membres africains à l'amélioration des infrastructures et à la connectivité avec l'Asie. L'AIIB compte actuellement 97 pays membres.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : le Sénat vote le budget 2019

Voté le 30 avril, le budget 2019 inclut une hausse de 86 Mds NGN (280 M USD), par rapport à la proposition déposée en décembre 2018 par le Président Buhari. Ce supplément serait en partie destiné aux dépenses de sécurité et au paiement des indemnités de fin de mandat des parlementaires sortants. Le budget voté s'établit à 8 916 Mds NGN (29 Mds USD), il prévoit 2 090 Mds NGN (6,8 Mds USD) de dépenses d'investissement ainsi que 2 254 Mds NGN (7,4 Mds USD) pour le service de la dette. Par ailleurs, le budget 2019 pour l'Etat de Lagos a également été voté cette semaine. Il s'établit à 873,5 Mds NGN (2,86 Mds USD), dont 393,8 Mds NGN (1,29 Md USD) de dépenses courantes et 479,7 Mds NGN (1,57 Md USD) de dépenses d'investissement.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la finalisation du budget 2018 en attente des rapports d'exécution

Le gouvernement burkinabè a été interpellé à plusieurs reprises par les députés de l'Assemblée nationale sur la non-transmission à temps des rapports d'exécution du budget national 2018. Cette situation serait imputable au retard et à la non-production de rapports mensuels sur l'exécution physique et financière du budget par certains ministères et institutions. Au 4^{ème} trimestre 2018 par exemple, seulement deux ministères et institutions ont transmis leur rapport dans les délais, deux autres l'ont transmis hors délais, quand 36 ministères et institutions ne l'ont pas encore transmis.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : chute de 30,9% des exportations au 1^{er} trimestre 2019

Au cours du 1^{er} trimestre 2019, les exportations capverdiennes ont chuté de 30,9% selon l'Institut national de statistiques. Les principaux postes d'exportations du pays sont : (i) les préparations et conserves à base de poissons, représentant 36,2% des exportations du pays, (ii) les poissons, crustacés et mollusques (32,7%) et (iii) le textile (13,8%). La principale destination des exportations demeure l'Europe, en premier lieu l'Espagne avec 66,3% des exportations capverdiennes. Les importations ont quant à elles augmenté de 8,1% en un an. Le Portugal est en tête des fournisseurs avec 40,2% du total des importations (2,7 pp de moins que l'année dernière), suivi de l'Espagne (10,6%) et des Pays-Bas (7,2%).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : recensement économique des entreprises industrielles

Le recensement économique des entreprises industrielles de Côte d'Ivoire a débuté le 2 mai et s'achèvera en août 2019. L'annonce a été faite par le directeur général de l'Institut national de statistique (INS), N'Guessan Doffou. Le coût de l'opération s'élève à 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR) et est conduite par l'INS. L'objectif est de mieux cerner l'effectif, la taille, les données économiques/financières et la répartition spatiale des entreprises industrielles en Côte d'Ivoire pour la mise œuvre des plans stratégiques de développement. Au total, 120 agents enquêteurs et 40 chefs d'équipe sont mobilisés pour cette opération.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : les échanges commerciaux avec l'UE estimés à plus de 6,8 Mds EUR

Les échanges commerciaux avec l'UE sont estimés à plus de 4 470 Mds FCFA (6,8 Mds EUR) en 2018 a indiqué le ministre ivoirien du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, Souleymane Diarrassouba. Il a par ailleurs souligné que l'UE est le 1^{er} partenaire du pays. Les exportations du pays vers l'UE sont estimées à 2 532 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) en 2018 et reposent principalement sur les exportations de cacao, de combustibles, de minéraux et de caoutchouc. En ce qui concerne les importations du pays en provenance de l'UE en 2018, elles sont estimées à 1 943 Mds FCFA (3 Mds EUR) et reposent essentiellement sur les appareils électroniques et mécaniques, les voitures et les produits pharmaceutiques.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : opération de « rebasage » des comptes nationaux

Les résultats définitifs de ces comptes affichent une réévaluation du niveau du PIB de l'ordre de 25% par rapport à celui élaboré par le système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 93). La raison en est principalement l'amélioration de la couverture et de certaines applications résultant de la mise en œuvre de recommandations du nouveau système, mais aussi de la méthodologie.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : croissance du PIB sur le 4^{ème} trimestre 2018

Selon l'Agence nationale de la statistique, le PIB a crû de 6,8% en g.a sur le 4^{ème} trimestre 2018 et de 1,7% en glissement trimestriel. Par rapport au 4^{ème} trimestre de 2017, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume a progressé de 8,7%, tirée par les secteurs de la pêche (+11,9%), de l'agriculture (+10,1%) et de la sylviculture (+9%). L'activité du secteur secondaire s'est accrue de 6,5% sur un an, tirée par la construction (+9,7%) et la fabrication de produits agroalimentaire (+8,9%). La croissance du secteur tertiaire s'est établie à 6,3% en g.a au 4^{ème} trimestre 2018. Du côté de la demande, la croissance est due à la hausse de la consommation des ménages (+7% en g.a) et des administrations publiques (+5,7%).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : annonce d'une nouvelle taxe sur le ciment et du maintien des salaires de la fonction publique**

Lors de la remise des cahiers de doléances des syndicats le 1^{er} mai, le Président de la République Macky Sall a annoncé qu'il n'y aurait pas de hausse de salaires des fonctionnaires cette année car le gouvernement n'en a pas les moyens. Il a par ailleurs annoncé une taxe sur le ciment qui devrait servir à construire 100 000 logements.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : hausse des recettes intérieures au premier trimestre 2019**

Selon le ministère des Finances, les recettes pétrolières à fin mars 2019 se chiffrent à 125,7 Mds FCFA contre 95,5 Mds FCFA fin mars 2018, soit une hausse de 31,6%. Cette performance s'explique par la hausse des cours mondiaux du pétrole. Les recettes non pétrolières quant à elles atteignent 649,1 Mds FCFA (+1,8%) avec une hausse des recettes et taxes (+2,7%), ainsi que des recettes douanières (+3,6%). En revanche, ces recettes non pétrolières sont en retrait de 150,1 Mds FCFA par rapport à la prévision du premier trimestre.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : conclusion d'un accord avec la Chine pour la restructuration de la dette publique**

L'accord sur la restructuration de la dette du Congo envers la Chine a été signé le 29 avril à Pékin par le ministre congolais des Finances et du Budget et le Chef du département du crédit souverain de l'*Eximbank of China*. Cette signature intervient deux ans après le début des négociations entre le Congo-Brazzaville et le FMI en vue de la conclusion d'un programme. L'accord avec la Chine, dont les dispositions n'ont pas encore été divulguées, doit être approuvé par le Parlement congolais.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 103 M USD d'exportations pour les parcs industriels sur les trois premiers trimestres 2018/19**

Selon l'*Ethiopian Investment Commission*, les parcs industriels ont exporté 103 M USD de produits au cours des neuf premiers mois de l'année budgétaire 2018-2019. Bien qu'en augmentation de 40% par rapport à 2017-2018, ce montant ne représente que 5,4% des exportations éthiopiennes sur la période. L'ambitieux programme de parcs industriels (sept actuellement en opération) peine à soutenir le développement des exportations en raison notamment de la pénurie de devises étrangères qui affecte l'Éthiopie (et les importations d'intrants industriels).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : l'inflation mensuelle à son plus haut niveau depuis 20 mois**

Selon le *Kenya National Bureau of Statistics*, le niveau général des prix a enregistré une hausse de 6,6% sur douze mois en avril après 4,4% en mars. Cette tendance, portée par l'augmentation de 8,2% des prix alimentaires et de 10,8% du coût des transports, est attribuable à la sécheresse qu'a connue le pays entre mars et avril, ainsi que par l'augmentation des cours du pétrole. L'inflation marque ainsi son plus haut niveau depuis septembre 2017, date à laquelle elle avait atteint 7,1%. En moyenne annuelle, l'augmentation du niveau général des prix reste pour l'instant modérée, à 4,9% contre 6,2% en avril 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : hausse de 19 % du salaire minimum**

Le 1^{er} mai, le président malgache a annoncé une hausse de 19% du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) de 168 k MGA à 200 k MGA (de 42 à 50 EUR). Ce seuil a été fixé à l'issue d'un dialogue avec le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), le FIVMPAMA (groupement patronal des PME), le Groupement des Entreprises franches (GEFP) et la Confédération des travailleurs malgaches. Par ailleurs, le seuil du salaire imposable à l'IRSA (Impôt sur les revenus salariaux et assimilés) est fixé à 350 k MGA au lieu de 250 k MGA et les 20 premières heures supplémentaires ne seront pas imposables.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : la politique d'achat de l'Etat se numérise

Le vice-président ghanéen Mahamudu Bawumia a officialisé le lancement d'un système électronique d'achats publics. Opéré par la *Public Procurement Authority* et financé par la Banque mondiale, le projet doit permettre de numériser l'ensemble des procédures d'appel d'offres. Il devrait ainsi contribuer à améliorer l'efficacité et la transparence des pratiques actuelles jusqu'à permettre à l'Etat de réaliser *in fine* des économies annuelles de 100 M USD. Un programme pilote a déjà été conduit par 6 institutions, notamment la centrale d'achat de cacao COCOBOD et le producteur d'énergie *Volta River Authority*. Le gouvernement prévoit que l'ensemble des 660 entités du secteur public auront rejoint ce nouveau système d'ici la fin de l'année 2020.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : lancement d'une application mobile destinée au suivi des marchandises et des droits de douanes pour les importateurs

Récemment lancée, l'application *Ghana Trade Hub* devrait permettre à ses utilisateurs de connaître en temps réel l'évolution du traitement de leurs marchandises et anticiper le montant des droits qui leur seront réclamés. Cette innovation s'ajoute à une série de mesures prises afin d'accroître la transparence, rationaliser et accélérer le contrôle des flux portuaires. Celles-ci comprennent notamment l'automatisation des procédés de certification à l'export, l'abolition de l'obligation d'enregistrement pour les importateurs et la réduction de 16 à 3 les agences en charge du contrôle physique des marchandises.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement du projet « S'investir, ensemble ! »

Au cours du Forum des Affaires 2019, l'Union européenne a lancé « S'investir, ensemble ! », un projet d'appui au secteur privé par le secteur privé européen et ivoirien. Il vise à contribuer au développement économique durable et inclusif et à l'amélioration de l'employabilité des jeunes. Ce projet s'appuiera sur les compétences de trois organisations du secteur privé européen et ivoirien : EUROCHAM (Chambre de commerce européenne en Côte d'Ivoire), CGECI (Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire) et UGECI (Union des grandes entreprises industrielles de Côte d'Ivoire). A cette occasion, le ministre de l'Economie et des Finances a réaffirmé l'engagement de l'Etat à faciliter les investissements dans le pays.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : promulgation d'un nouveau code de l'urbanisme et de la construction**

Il remplace l'ancienne loi qui a trente ans. Désormais, les aménagements et les constructions réalisés sur l'étendue du territoire doivent être conformes au nouveau code, au schéma directeur de l'urbanisme ou au plan local d'urbanisme. Le texte interdit, sauf prescriptions spéciales, les constructions dans les zones exposées à des risques naturels. Il prévoit trois catégories de permis de construire, à savoir les catégories 1 et 2, délivrés par les maires et la dernière catégorie, par le ministère de tutelle. Le recours à un architecte est obligatoire pour les catégories 2 et 3.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : augmentation des pénuries sur fond de contestation populaire**

Plus de trois semaines après la destitution de Béchir, le Soudan fait face à des pénuries de carburant, d'argent liquide et à de longues périodes de délestage électrique. Des queues importantes sont constatées devant les stations-service et les rares distributeurs de billets d'argent en fonctionnement. Par ailleurs, du fait du blocage du passage du train par les protestataires devant le siège de l'armée depuis le 6 avril, 500 wagons ferroviaires transportant 16 000 tonnes de marchandises destinées à l'ouest et au sud du pays, ainsi que des produits d'exportation, se trouvent bloqués.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : renationalisation de 15 entreprises**

Le gouvernement tanzanien a repris possession de 15 entreprises ayant été privatisées entre 1985 et 2000. Le ministre de l'Industrie et du Commerce Joseph Kakunda a déclaré que le gouvernement s'apprêtait à saisir 33 autres entreprises si elles ne présentaient pas de rapports d'investissement au début du mois de mai. La raison invoquée pour ces renationalisations est la mauvaise gestion. Il y a 20 ans, le gouvernement a privatisé 176 entreprises publiques dans le cadre de la Commission présidentielle de réforme du secteur parapublic, financée par la Banque mondiale.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : la Banque africaine de développement approuve un prêt de 70 M USD pour un projet routier dans l'Etat d'Ebonyi

Sur un coût total du projet de 167,6 M USD, la BAfD apportera 40 M USD tandis que l'*Africa Growing Together Fund* (AGTF) contribuera pour 30 M USD. La Banque islamique de développement accorde également un prêt de 80 M USD, tandis que le gouvernement de l'État d'Ebonyi fournira 17,60 M USD de financement de contrepartie. Pour rappel l'AGTF est un fonds cofinancé par la BAfD et la Banque populaire de Chine. Selon le communiqué de la BAfD, le projet contribuera à créer des zones agro-industrielles spéciales dédiées à la transformation des cultures de subsistance. Une fois achevé, l'ensemble du réseau routier créé totalisera 178 km.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : accord de 56 M GBP (65,3 MEUR) entre Interswitch et l'anglais Becoz

L'accord signé vise à fournir un système de paiement par carte pour les transports en commun au Nigéria, proche de celui employé à Londres. Cette annonce a été faite lors du 1^{er} Forum de développement économique anglo-nigérian organisé à Abuja à l'occasion de la visite du *Foreign Secretary* britannique Jeremy Hunt, en présence du Vice-président Yemi Osinbajo et du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement Okechukwu Enelamah. Les deux gouvernements ont également convenu de renforcer leur collaboration en matière de développement financier. D'après les données du Bureau national des statistiques nigérian, le commerce bilatéral entre le Nigéria et le Royaume-Uni atteignait 2,97 Mds USD en 2018.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : signature d'un MoU avec le gouvernement chinois portant sur la coopération dans le cadre de l'initiative de la route de la soie

Lors du second Forum de la route de la soie pour la coopération internationale, organisé à Pékin du 25 au 27 avril, les gouvernements chinois et libérien ont signé un protocole d'accord portant sur la coopération entre les deux pays. Des accords relatifs au domaine des transports auraient également été signés d'après le communiqué final du Forum. Le Libéria rejoint ainsi officiellement le groupe de pays prenant part à cette initiative. Pour rappel, la Chine avait financé le nouveau terminal de l'aéroport *Roberts International* de Monrovia pour un coût estimé à 50 M USD. Les travaux ont été réalisés par la *China Harbour Engineering*.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : construction de logements

La Société immobilière et d'aménagement urbain (SIMAU), dont le groupe DUVAL est le principal actionnaire aux côtés de l'Etat béninois, de banques et de sociétés d'assurance, vient de lancer un appel d'offres portant sur la construction de 3 035 logements et la viabilisation du lotissement. Cette opération, essentiellement financée par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), s'inscrit dans le cadre de la 1^{ère} phase du programme de 10 800 logements à Ouédo (banlieue de Cotonou). D'autres adjudications suivront dans les prochains mois.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un financement de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) pour accompagner 19 000 jeunes

Le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes Mamadou Touré vient d'annoncer un financement de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) pour accompagner les jeunes désireux de créer leur microentreprise. Cette 2^{ème} édition de l'opération « Agir pour les jeunes » fait suite à la 1^{ère} édition lancée en 2015 pour un montant de 3,6 Mds FCFA (5,5 M EUR) et découle de l'axe IV du Programme social du gouvernement (PSG 2018-2020) relatif à l'autonomisation et l'insertion des jeunes. 19 000 jeunes, dont 40% de femmes, sont concernés par cette phase et bénéficieront des montants pouvant atteindre 1 M FCFA (1 524 EUR).

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : construction et équipement d'hôpitaux publics par *Agentis*

Le groupe marocain *Agentis* a obtenu un contrat de 57 Mds F CFA (88 M EUR) pour la construction et l'équipement de deux centres hospitaliers régionaux dans les villes d'Aboisso (Sud-est) et d'Adzopé (Sud). La construction de cinq pôles de spécialité dans des centres existants est également prévue dans les communes d'Abengourou (Est), de Daoukro (Centre), de Séguéla (Nord-ouest), de Toumodi (Centre) et de Bouna (Nord-est). Les travaux s'étaleront sur 16 mois.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prise de participation d'*Oasis Capital* dans la PISAM

Le gestionnaire de fonds d'investissement ghanéen *Oasis Capital* a pris une participation minoritaire dans l'actionnariat du groupe de la Polyclinique internationale Sainte Anne-Marie d'Abidjan (PISAM). Cette prise de participation est concrétisée par un apport en fonds propres de 4,9 M EUR et l'accompagnement de la PISAM pour 5 ans. La PISAM entend rénover ses équipements avec le programme PISAM 2.0 et ouvrir de nouveaux services, dont un centre de cancérologie valorisé à 4,6 M EUR. Pour rappel, depuis sa création en 1985, la PISAM s'est engagée dans une dynamique d'amélioration continue de la qualité des soins et de ses prestations, faisant d'elle le leader des établissements de santé en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : création d'un fonds de financement de 23 M EUR pour les PME par le gouvernement ivoirien

Le secrétaire d'Etat en charge de la Promotion des PME a annoncé la signature de deux conventions avec la *Coris Bank* (filiale ivoirienne du groupe burkinabè du même nom) et la Banque Atlantique (filiale de la Banque populaire du Maroc) pour un financement global de 15 Mds FCFA (23 M EUR) en faveur des PME, des commerçants, des artisans et de l'entrepreneuriat féminin.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : appui de la Banque africaine de développement (BAfD)

La BAfD et le gouvernement guinéen ont signé des accords de prêts et de dons pour un montant total de 81,1 M USD le 23 avril dernier. Il s'agit de deux nouvelles opérations dans les domaines des transports et de l'environnement, ainsi qu'une aide d'urgence dans le domaine de l'agriculture. Ces opérations portent le montant total des engagements de la BAfD en Guinée à environ 562,4 M USD.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : financement de projets par le Koweït

Le Koweït va financer à hauteur de 9,8 M USD un projet d'eau potable et de développement des oasis dans les zones rurales. Il financera également des études préparatoires de projets hydrauliques, d'assainissement, de décentralisation et de développement à l'est du pays, pour un montant de 750 000 USD.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : un financement de l'AFD à hauteur de 11,85 M EUR dans l'hydraulique

L'AFD va financer un projet eau et assainissement dans les wilayas du Hodh Charghi et du Hodh el Gharbi (Est) pour un montant de 11,9 M EUR. Ce financement permettra la réalisation de points d'eau équipés dans 74 regroupements de plus 500 habitants, dont 42 au Hodh Charghi et 32 au Hodh El Gharbi.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : la BID accorde un prêt de 80 M USD pour faciliter le commerce agricole dans le pays

L'*International islamic trade finance corporation* (ITFC), filiale de la Banque islamique de développement (BID), a accordé un prêt de 80 M USD au Niger dans le cadre du financement du commerce des matières premières agricoles et énergétiques. Signé en marge de la 44^{ème} assemblée annuelle de la BID du 3 au 6 avril 2019 à Marrakech, il vise à soutenir l'exportation de produits agricoles et de produits d'élevages. Le financement contribuera également à la réalisation d'un nouveau programme de sécurité alimentaire et soutiendra l'importation d'électricité et de produits pétroliers. Enfin, l'accord avec le Niger tend à aider les femmes et les jeunes entrepreneurs dans leurs activités commerciales.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : l'hôpital américain de Paris sélectionné pour la gestion d'un futur hôpital de référence**

L'hôpital Saint-Pérégrin, future structure de référence du Togo qui disposera d'un plateau technique moderne et de nombreux services spécialisés (neurologie, traumatologie, gynécologie, imagerie), est en construction depuis deux mois pour une mise en service courant 2020. Le projet est porté financièrement par la Caisse nationale de sécurité sociale qui investit 20 Mds FCFA (30 M EUR) pour la construction et l'équipement de l'hôpital. Sa gestion vient d'être déléguée à l'hôpital américain de Paris, qui proposera une assistance stratégique et managériale, la gestion des évacuations sanitaires, un positionnement de l'offre médicale ainsi que des services liés à la télé-médecine.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la France signe trois conventions de financement de projets d'actions humanitaires dans l'Extrême-Nord et l'Est Cameroun**

L'Ambassadeur de France au Cameroun a procédé le 6 mai 2019 à la signature de trois conventions de financement de respectivement 262, 131 et 135 M FCFA avec les ONG « Première Urgence internationale », « Action Contre la faim » et « Care Cameroun ». A travers ces conventions, la France accompagne l'action des ONG dans l'Extrême-Nord et l'Est du Cameroun. Ces accords portent les financements humanitaires de la France au Cameroun à 1,2 Md FCFA pour l'année 2019.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la table ronde des bailleurs pour le financement des projets d'intégration sous-régionale pourrait être reportée**

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la BAfD ont proposé de reporter la table ronde des projets d'intégration sous-régionale qui doit être organisée en juin à Brazzaville. Ce report serait nécessaire pour mobiliser davantage de partenaires techniques et financiers autour de ces assises qui visent à trouver des financements pour des projets intégrateurs, tels que le projet du pont route-rail entre Brazzaville et Kinshasa (411,6 M EUR), la route Ouessou-Bangui-N'Djamena ou encore l'aménagement de la navigation sur le fleuve Congo et ses affluents Oubangui et Sangha.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : la BDEAC financera quatre projets pour près de 100 Mds FCFA**

Les quatre projets sont localisés à Bata et portent sur la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport pour un coût total de 112 Mds de FCFA (dont 80 Mds FCFA apportés par la BDEAC), la création d'un complexe agro-pastoral pour un coût total de 5,9 Mds de FCFA, le projet de construction d'un complexe scolaire pour 4,4 Mds de FCFA et enfin l'extension de l'usine de ciment à colle pour 3,5 Mds de FCFA.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Kenya : octroi d'un prêt de 250 MUSD par la Banque mondiale pour le logement abordable**

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 250 M USD au gouvernement pour améliorer l'accès à la propriété au travers de financements abordables de long terme grâce à l'opérationnalisation de la *Kenya Mortgage Refinance Corporation* (KMRC), une institution financière détenue à 80% par des acteurs privés dont des banques et des coopératives (SACCOs). La mission de la KMRC est de lever des fonds sur les marchés financiers afin de permettre à ses membres d'accéder à des financements meilleur marché dotés de maturités plus longues, et d'ainsi proposer des prêts plus abordables à leurs clients ou adhérents. Le logement abordable fait partie des quatre priorités du deuxième mandat de Kenyatta, avec un objectif de construction de 500 000 unités d'ici à 2022.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : signature d'un accord entre le gouvernement, le KFW et le Fonds vert pour le climat**

Le secrétaire permanent du ministère des Finances et de la Planification Doto James a déclaré que la Tanzanie a signé avec l'Allemagne (KFW) et le Fonds vert pour le climat (GCF) un accord de financement de 446 Mds TZS (191 M USD) destiné à un projet dans la région de Simiyu (nord) visant à renforcer les capacités locales de résilience face aux défis climatiques. Ce projet de 5 ans, qui sera mis en œuvre par le ministère tanzanien de l'Eau, cible les zones les plus touchées par le changement climatique et financera notamment un système d'approvisionnement en eau dans les districts de Busega, de Bariadi, de Maswa et d'Itilima.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : *Olam* offre 322,5 MEUR pour l'achat de *Dangote Flour Mills Plc*

Le groupe singapourien *Olam International* a soumis une offre de 130 Mds NGN (322,5 M EUR) pour acquérir *Dangote Flour Mills* (DFM). La transaction proposée comprendrait les 5 installations de DFM de fabrication de farine et de pâtes, ainsi que ses capacités logistiques comprenant l'accès aux ports d'Apapa et de Calabar. Pour rappel, le groupe singapourien est présent dans 60 pays dont 25 en Afrique sur le secteur agroalimentaire. Il était devenu le 2^{ème} meunier du Nigéria suite à l'acquisition d'*Amber Foods* en 2016. L'éventuelle acquisition par *Olam* serait la 2^{ème} plus grosse du secteur en 2019 après celle du producteur de boisson nigérian CHI par Coca-Cola pour un total non divulgué mais estimé aux alentours de 600 M USD.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : hausse continue de la production cotonnière

Après un net ralentissement de la production cotonnière entre 2005 et 2015, en partie lié à des problèmes de gouvernance, la filière coton connaît un regain de dynamisme. Les récoltes de coton-graine béninois ne cessent de grimper campagne après campagne : celle de 2015-2016 et ses 320 000 tonnes de récolte ont rapidement été dépassées par les 450 000 tonnes de 2016-2017, les 610 000 tonnes de 2017-2018 et une prévision de 650 000 tonnes pour la campagne 2018-2019. L'objectif est d'atteindre 1 million de tonnes à l'horizon 2022. Dans le commerce extérieur du Bénin, les recettes d'exportation du coton-fibre (après égrenage du coton-graine) représentent désormais 47% du total des exports du pays.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le prix bord champ du cacao camerounais atteint la barre des 1 200 FCFA

Selon l'Office national du cacao et du café, le prix bord champ du cacao dans les bassins de production au Cameroun a atteint le prix maximum de 1 200 FCFA (proche du prix historique de 1 500 FCFA) contre moins de 1 000 FCFA en février 2019. L'entrée en production récente d'une usine de transformation de cacao dans la ville de Kekem venue booster la production locale, couplée aux difficultés d'enlèvement des cargaisons rencontrées par le principal bassin de production de cacao dans le Sud-Ouest du fait de la crise anglophone, contribuent à accroître la demande de fèves de cacao et renchérit davantage son prix de vente.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : réduction forcée du tarif de l'électricité

Le régulateur *Electricity Regulatory Authority* (ERA) a annoncé une baisse tarifaire pour tous les segments de consommateurs de 8 UGX, soit 0,2c. USD en moyenne, pour une durée de trois mois, d'avril à juin. A la suite de cette période, les tarifs seront sujets à révision. Dans le cadre de la renégociation de la concession du distributeur *Umeme*, l'ERA aurait fixé de nouveaux critères de performance pour la période 2019–2025. Ces critères de performance comprennent notamment les pertes réseau et la connexion de nouveaux consommateurs, et seront utilisés, aux côtés du taux de change, de l'inflation et du cours international du pétrole, pour calculer le tarif de l'électricité. Le gouvernement vise un objectif d'électrification de 26% d'ici 2022 alors que seuls 10% des foyers sont actuellement connectés au réseau.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : signature du contrat de rachat de l'électricité pour une centrale au méthane

Le gouvernement rwandais a annoncé avoir signé un contrat de concession et de rachat de l'électricité pour la centrale au méthane Kivu 56 d'une capacité de 56 MW pour un montant de 180 M USD avec le développeur américain *Symbion Power*. La mise en service est prévue pour mi-2020. *Symbion Power* développe actuellement un deuxième projet de centrale d'extraction du méthane, KP1, toujours sur les rives du lac Kivu, pour une capacité de 25 MW. Les projets s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement de doubler la capacité installée pour atteindre 512 MW installés d'ici 2024, date à laquelle l'objectif d'accès universel à l'électricité pourrait être atteint.

✉ philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr

▼ Tanzanie : lancement d'un laboratoire d'analyses radiochimiques

La *Tanzania Atomic Energy Commission* (TAEC) a inauguré le 29 avril dans ses locaux un laboratoire d'analyses radiochimiques destiné au contrôle de matériaux radioactifs, d'un coût total de 4,3 M USD. L'Union européenne a fourni des équipements d'une valeur de 3,2 M USD. Ce laboratoire prépare l'émergence d'une filière nationale d'extraction d'uranium et permettra également de réaliser des tests au profit d'autres pays d'Afrique de l'Est, dont le Kenya et l'Éthiopie. Les gisements d'uranium tanzaniens sont estimés entre 60 000 et 65 000 tonnes, et la majeure partie est située dans le district de Namtumbo au sud du pays. La société *Uranium One* y prépare actuellement le plus grand projet d'extraction en Tanzanie, sur le site de la rivière Mkuju.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Gambie : accord entre le gouvernement gambien et BP pour une licence d'exploration offshore

Le gouvernement gambien a signé un accord avec *British Petroleum* (BP) pour une licence d'exploration du bloc offshore A1. Selon le ministre du Pétrole et de l'Énergie, cette attribution est le fruit d'un long processus de négociation au cours duquel de nombreuses compagnies pétrolières internationales ont montré leur intérêt pour des opérations en Gambie. Le gouvernement gambien a, tout au long du processus, reçu une assistance de la Banque africaine de développement et du cabinet juridique américain *Bryan Cave Leighton Paisner*.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : signature de la convention du barrage hydroélectrique d'Amaria

La signature de la convention du barrage hydroélectrique d'Amaria a eu lieu le 30 avril 2019 entre l'Etat guinéen et la société chinoise TBEA. Amaria, d'une capacité de 300 MW, sera le premier barrage en « *Build Operate and Transfer* » (BOT) du pays et sera réalisé dans un délai de 56 mois pour un coût estimé à 800 M USD. Il sera le dernier site aménageable sur le fleuve Konkouré où sont déjà construits les barrages de Garafiri (75 MW), Kaléta (240 MW) et le barrage de Souapiti (450 MW), en finition. Sa réalisation permettra à TBEA d'alimenter sa mine. Le surplus de la production électrique sera reversé sur le réseau électrique national.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Burkina Faso : un bilan 2018 satisfaisant pour Coris Bank International

La banque burkinabè *Coris Bank International* (CBI) affiche un bilan total 2018 de 1 152,2 Mds FCFA (1 756 M EUR) contre 1 132 Mds FCFA (1 726 M EUR) en 2017, soit une croissance de 1,8%. Le résultat net a été bénéficiaire de l'ordre de 24,5 Mds FCFA (37,4 M EUR). Sa base clientèle a progressé de 13,6% en g.a. pour atteindre 316 712 clients. L'encours de crédits nets s'est élevé à 637,7 Mds FCFA (972,1 M EUR). Enfin, les actionnaires devraient se partager 14,7 Mds FCFA (22,4 M EUR) de dividendes.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la stratégie nationale de développement de l'économie numérique fera bientôt l'objet d'une loi

Le Conseil des ministres réuni le 2 mai a validé le projet de décret sur la stratégie nationale de développement de l'économie numérique. Ce document fait l'état des lieux du secteur du numérique au Congo et définit les actions à mettre en œuvre pour faire de ce secteur un outil de bonne gouvernance et de développement. Il s'articule autour de trois piliers : l'e-citoyen, l'e-gouvernement et l'e-business, qui définissent le cadre juridique pour l'ensemble des services et contenus numériques dédiés au public, aux administrations publiques et aux entreprises. La prochaine étape consistera à trouver des partenaires et des financements pour mettre en œuvre ce plan d'action.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : inauguration du nouveau duty free à l'Aéroport de Libreville

La société française *Lagardère Travel Retail*, spécialisée dans le commerce en zone de transport, met en œuvre l'accord conclu avec *GSEZ Airport* fin 2018 suite à la fin de la concession d'Egis pour ADL (Aéroport de Libreville), en procédant à l'ouverture ce début mai d'un espace *duty free* aux standards internationaux au sein de l'aéroport de Libreville. Lagardère détient l'exploitation exclusive de cet espace de 600 m² et aménagera également les 1 000 m² prévus dans le futur aéroport de Libreville.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : projet d'ouverture du secteur bancaire à la diaspora éthiopienne

Le 2 mai 2019, le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi autorisant les citoyens étrangers d'origine éthiopienne à investir dans le secteur bancaire. Ce projet de loi, initié par la Banque centrale éthiopienne et qui reste soumis à l'approbation du Parlement, pourrait constituer une première étape dans la libéralisation du secteur financier éthiopien, actuellement fermé aux étrangers.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : controverse sur les chiffres du tourisme**

Alors que le ministère éthiopien du Tourisme a déclaré que sur les neuf premiers mois de l'année budgétaire 2018-2019 (juillet 2018-mars 2019) les 500 000 touristes enregistrés avaient permis de générer 2,6 Mds USD de revenus, la véracité des chiffres semble sujette à caution. En effet, cela signifierait que chaque visiteur dépenserait en moyenne 5 200 USD. En outre, le secteur touristique repose largement sur *Ethiopian Airlines* : en 2017, d'après les chiffres de l'OMC, les dépenses de voyage ne représentaient que 17,3 % des recettes touristiques (434 M USD), contre 82,7 % (2,07 Mds USD) pour le transport aérien de passagers.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : suspension de deux structures dans l'affaire des 18 000 tonnes de riz avarié

Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME a annoncé l'interdiction pour le groupe singapourien *Olam International* d'exporter du riz en Côte d'Ivoire et pour la société nationale *Alimentation Toumodi* d'en importer pour une durée de 12 mois. Pour rappel, le 30 mars 2019, le ministère du Commerce avait saisi une cargaison de 18 000 tonnes de riz avarié en provenance de Birmanie. Cette cargaison est en cours de destruction. Une enquête est également en cours pour évaluer les responsabilités.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le ministère des Travaux publics s'engage dans la lutte contre la surcharge

Le ministre des Travaux publics vient de signer un accord de concession avec la société sénégalaise Afrique Pesage qui va désormais contrôler le poids à l'essieu en installant 12 postes de contrôles dans le pays, notamment aux frontières terrestres avec la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et la Guinée Bissau, où le flux de marchandises est très important. Selon le directeur général d'Afrique Pesage l'entreprise devrait en principe commencer ses activités à partir du 29 avril 2019.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le gouvernement valide le contrat d'aménagement, de bitumage et de réhabilitation des voiries dans la ville de Tillabéri, attribué à SOGEA SATOM

A l'issue du conseil des ministres du 29 avril 2019, le ministre nigérien de l'Équipement a confirmé l'attribution d'un marché passé par entente directe avec la société française SOGEA SATOM pour les travaux d'aménagement, de bitumage et de réhabilitation des voiries dans la ville de Tillabéri pour la 1^{ère} phase de 10,7 km du programme triennal de modernisation "Tillabéri Tchandallo". Le montant du marché est de 16,9 Mds FCFA (25,7 M EUR) et les travaux, dont le délai d'exécution est de 12 mois, seront réalisés sur financement de la BOAD et de l'État du Niger.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : un financement de 10 M USD des Émirats arabes unis

Lors de la visite aux Emirats arabes unis, les 23 et 24 avril 2019, du président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (FADD) a octroyé au pays un financement de 10 M USD pour l'appui aux PME burkinabè et l'électrification de 42 localités grâce à des systèmes solaires photovoltaïques. Le projet a un coût total de près de 16 M USD, dont le solde sera financé par l'État burkinabè. Il est mis en œuvre par l'Agence burkinabè des énergies renouvelables (ABER), la Société de Services Décentralisés Nuon Yeelen Kura et la société burkinabè Sahelia Solar, réunies dans le cadre d'un partenariat public-privé.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : forum économique Guinée-Canada

Cet événement s'est tenu le 25 avril 2019 au Canada en présence d'hommes d'affaires guinéens, d'universitaires, de miniers et d'autres investisseurs potentiels. La délégation guinéenne était conduite par le ministre des Investissements, la ministre de l'Agriculture, la chef de cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et l'Ambassadeur de Guinée au Canada. A tour de rôle, les différents panélistes ont permis de comprendre les problématiques liées à l'agriculture, aux mines et énergies, à l'éducation, à la formation et surtout à l'accompagnement des groupements et coopératives agricoles.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : troisième conférence économique nationale

Elle a permis de poser les bases du nouveau plan de développement horizon 2035 axé sur la diversification économique, l'amélioration du climat des affaires et sur les réformes sociales et éducatives. Les bailleurs de fonds et autres organisations internationales étaient présents à la conférence et ont émis le souhait qu'un programme avec financement soit conclu entre la Guinée équatoriale et le FMI.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : le *Huawei ICT Summit 2019* organisé le 4 mai 2019

Le ministre des Transports, des Postes et des Télécommunications Rufino Ovono Ondo a présidé l'événement *Huawei ICT Summit 2019* le vendredi 4 mai, dans le but de développer le secteur des télécommunications et la coopération entre la Chine et son pays. L'évènement a permis à *Huawei* de montrer les progrès et les réalisations faites sur le territoire ainsi que de faire connaître ses nouveaux produits aux entreprises et aux autorités équato-guinéennes. Cet opérateur est depuis des années un partenaire clef dans le développement du réseau équato-guinéen.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

